

Caisse Nationale de
Sécurité Sociale
42 AGENTS
PRETENT SERMENT
AUJOURD'HUI P.7

Prétendue Participation du Président de la
Cour Constitutionnelle à la Marche d'UNIR

LANGOE BARROW
FALILOU APPORTE UN
DEMENTI ET PRESENTE
SES EXCUSES A ABDOU
ASSOUMA P.3



TOGOREVEIL

TR 273 du 29 Sept. 2017
Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille



Axe Lomé-Luanda

LE PRESIDENT FAURE A L'INVESTITURE DE JOAO LOURENÇO

 P.2

Interview de Fambaré Ouattara NATCHABA, Ancien
Président de l'Assemblée Nationale

« ET NOUS AVONS ETE REELLEMENT DISSOUTS... ET
C'EST COMME CELA QUE NOUS AVONS TOILETTE LA
CONSTITUTION DE 1992. » P.5

Amélioration du climat des affaires au Togo
L'OTR LANCE LE CPP ET LE TEC-CEDEAO V.2017.SH. P.7

Pour le plein épanouissement des couches sociales
vulnérables
339 JNVV DE L'ONG UNITED WE STAND ENVOYES EN
MISSION P.9

Grande journée de sensibilisation citoyenne de CJD et du
CNJ en faveur de la jeunesse
LES JEUNES S'ENGAGENT POUR UN
ABOUTISSEMENT HEUREUX DES REFORMES
SOCIOLOGIQUES P.4



Partenariat entre la Brasserie BB
Lomé et ESOP Notsè

THIERRY FERAUD, DG DE
LA BB LOME, SATISFAIT DES
AVANCES APRES SA VISITE
SUR LE SITE P.8

Sur Taxi FM hier
TIKPI ATCHADAM QUALIFIE
DE REFERANDUM LES
VIOLENTES MANIFESTATIONS
DU 19 AOUT A SOKODE P.7

Réconciliation et Renforcement de l'Unité Nationale LA PHASE D'INDEMNISATION DES VICTIMES DEMARRE « TRES » BIENTOT



Le Haut-commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRFJUN) a échangé le mercredi 27 septembre à son siège, avec les membres du Comité de gestion du fonds spécial pour l'indemnisation des victimes des violences politiques de 1958 à 2005.

Ce comité, composé de Messieurs Ametonou Kudzo, Ibouraim Kperegueni, inspecteurs centraux du trésor et Mme Mimatea Firakouma, chef division Ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, a été nommé par arrêté Ministériel n°132/MEF/CAB du 24 Aout 2017. Ils ont été présentés lors de cette visite d'échange au HCRFJUN par le Directeur de cabinet du ministère des finances, Monsieur Daniel Tofio. Rappelons que le comité a été créé par décret présidentiel N°2017-039/PR du 23 mars 2017. Au cours de sa visite, il s'est imprégné de la mission qui l'incombe dans le cadre de la mise en œuvre du programme de réparations du HCRFJUN. Ces membres ont été reçus par Mme Awa Nana DABOYA et Wiyao Evalo, respectivement présidente et premier Rapporteur du HCRFJUN assistés de AHLIN Senyo chargé de l'administration et des finances.

Aklesso T.

LE PRESIDENT FAURE A L'INVESTITURE DU PRESIDENT ANGOLAIS, JOAO LOURENÇO



Depuis le 23 août dernier, le peuple angolais a un nouveau président. Eu en remplacement de José Eduardo dos Santos le nouveau président angolais, João Lourenço a prêté serment ce mardi 26 septembre 2017 à Luanda, la capitale angolaise. La cérémonie de prestation de serment de João Lourenço, ancien Vice-président du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), s'est déroulée sur la Place de la République de Luanda devant des milliers de citoyens angolais.

Plusieurs chefs d'Etat africains notamment les Congolais, Joseph Kabila et Denis Sassou-Nguesso, le Sud-Africain, Jacob Zuma, le Guinéen, Alpha Condé et Faure Gnassingbé du Togo sont venus lui apporter leur amitié et soutien.

En marge de cette cérémonie, le chef de l'Etat togolais a évoqué avec son homologue angolais, le renforcement des liens d'amitié et de partenariat existant entre le Togo

et l'Angola notamment pour la promotion de la paix, de la stabilité et du développement, a indiqué un communiqué émanant de la présidence togolaise.

Après 38 ans passés à la tête de ce riche Etat pétrolier, José Manuel Dos Santos laisse un pays prospère et riche entre les mains de son compagnon de lutte, João Lourenço.

« Je serai le président de tous les Angolais », a promis João Lourenço au cours de son installation. Il a convié les Angolais à mettre l'intérêt national au-dessus de tout autre intérêt de « tous groupes ou individu ».

La dernière visite de Faure Gnassingbé en Angola date de juin 2007. Les deux pays avaient convenu à cette époque, d'un cadre général de coopération bilatérale qui englobe plusieurs secteurs d'intérêt mutuel.

De Kassi

Manifestations des 20 et 21 Septembre LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DEPLORE LES VIOLENCES ENREGISTREES ET APPELLE LES ACTEURS POLITIQUES A LA RETENUE

La crise sociopolitique au Togo préoccupe le Président de la République. Les 20 et 21 septembre dernier, des manifestations se sont déroulées non sans soucis. Ces manifestations organisées par l'opposition dans plusieurs villes du pays ont été marquées par la mort d'un enfant de 10 ans à Mango, des blessés et des dégâts matériels selon le ministre de la sécurité qui a présenté le bilan le jeudi 21 Septembre, juste après les manifestations. Autrement dit, les conseillers du Président de la République Faure Gnassingbé ont également tenu une conférence de presse le vendredi 22 Septembre pour faire le point de la situation. Ils déplorent la gravité de la situation et appellent une fois encore au sens élevé des responsabilités de tous les acteurs politiques et à la retenue.

En adoptant le projet de loi portant révision constitutionnelle à l'Assemblée nationale, le Chef de l'Etat et le gouvernement ont montré suffisamment leur volonté de poursuivre les réformes réclamées par le peuple. "Mais, il est malheureux de constater que les manifestants et leurs leaders changent d'objectifs et formulent des revendications hors de tout cadre légal.", relèvent les conseillers

en dénonçant les différentes méthodes utilisées pour parvenir à leur objectif. Les conséquences qui découlent des incitations à la haine, les menaces verbales et des propos violents postés sur les réseaux sociaux ont été relevés par les ministres. "Ce qui apparaissait comme des menaces verbales proférées par l'opposition, devient de plus en plus une réalité. L'escalade de la violence verbale et physique dont nous faisons cas la dernière fois se durcit entraînant des victimes parmi lesquelles la mort du jeune enfant de 10 ans à Mango", précise la déclaration. "Ne pouvant pas rester ni insensible ni inactif devant une telle situation", le gouvernement appelle toute la classe politique à la retenue. Les conseillers du président de la République ont adressé leur condoléance à la famille éplorée et souhaité prompt rétablissement aux blessés.

Les conseillers se sont aussi plaints du "traitement inéquitable de l'information par certains médias." Ils dénoncent "des informations tronquées" et appellent les médias à "ne pas donner l'impression que c'est du côté des forces de l'ordre que vient la violence" lorsqu'il s'agit des marches organisées par

l'opposition. « Aucun média n'a fait cas des violences perpétrées à Mango par les militants de l'opposition », ont-ils souligné. Les médias sont appelés au traitement équitables des informations concernant les marches, "car les informations si elles sont bien traitées peuvent aussi amener l'apaisement qui est donc notre objectif premier".

Les représentants du Président de la République rassurent le peuple quant aux dispositions prises pour faire revenir le calme dans le pays. Les enquêtes sont en cours selon les interventions pour déterminer l'origine de la balle reçue par le gamin de 10 ans à Mango.

Au rang des ministres conseillers du Président, on notait la présence des ministres NOUPOKOU Damipi, SEMODJ Djossou et Maria Larba APOUDDJAK. La conférence de presse s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation Oviqwe, Guy Madjé LORENZO ainsi que son collègue des mines Abli BIDAMON.

Komla YAWO

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Réécipissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POULI	CARICATURE DODZI
COMITÉ DE RÉDACTION Londou KAWANA Patrick NIMA Pégy Paul KATASSOLI	DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tel: 22 36 18 56
SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITE Aïssata TOUFE SECRETARIAT Carole AGHEY Fosé NYUIADZI	ADRESSE 585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoé face EtS VINS D'ITALIE Tél. : 22 61 12 19/22 36 18 56 90 02 76 54 E-mail : togoreveil@togoreveil.info
INFOGRAPHIE AHIABLE Raphaël	TIRAGE 4000 Exemplaires IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U

POURQUOI SOUTIENNENT-ILS LE PARTI AU POUVOIR ?

Gerry Taama a des éléments de réponses



Comme à son habitude c'est sur les réseaux sociaux que le Président du NET (Nouvel Engagement Togolais) s'est exprimé face à certains activistes de l'opposition qui s'attaquent de plus en plus ouvertement (et notamment sur les réseaux sociaux) aux partisans et sympathisants du pouvoir et qui ne comprennent pas pourquoi de nombreux togolais, malgré les dernières manifestations de rue de l'opposition, exigeant le départ du Président Faure, ce dernier est encore bien enraciné dans les cœurs de leurs compatriotes. Une analyse objective et judicieuse, qui n'est pas la première (Gerry Taama avait fait une autre démonstration appuyée d'une autopsie, pas du tout complaisante, des échecs de l'opposition togolaise au lendemain de la présidentielle d'avril 2015), que ce leader, originaire du Nord du Togo et ancien officier de l'armée togolaise, partage une fois de plus avec ses frères de l'opposition. Un éloquent, bref rappel, que Togoreveil reprend pour ses lecteurs.

« Sun zu disait : "Si vous connaissez vos ennemis et que vous vous connaissez vous-même, mille batailles ne pourront venir à bout de vous. Si vous ne connaissez pas vos ennemis mais que vous vous connaissez vous-même, vous en perdrez une sur deux. Si vous ne connaissez ni votre ennemi ni vous-même, chacune sera un grand danger."

Les réseaux sociaux ont ceci de bien de faire parler les gens qu'on n'aurait jamais entendu. Et aujourd'hui, la pensée dominante est que toute personne qui soutiendrait le régime est un acheté, un ventrocrate, et partant, un ennemi du peuple.

Il faut d'abord préciser une chose. Soutenir un parti, même cinquantenaire, n'est nullement un crime. Il faut que nos compatriotes cessent de diaboliser les militants du parti Unir. Ils sont aussi togolais que nous tous.

Mais la question reste. Pourquoi certains soutiennent un parti qui est responsable de la misère nationale, des morts, des exils, coupable d'enrichissements exponentiels, de corruption. Un parti qui a échoué dans les gouvernances politiques, économiques et sociales?

J'ai à mon niveau trois éléments de réponse que vous complèterez.

Un: les gens ont tendance à se fier au plus fort. Et au Togo, l'armée est derrière le pouvoir. Je me souviens qu'en 2003, je rentrais au Togo nanti d'une licence en sociologie de la communication, un Master en droit international humanitaire et un diplôme de saint-cyr. Je revenais servir mon pays. Une ou deux semaines après mon arrivée, j'entendais le leader de l'opposition de l'époque, M Olympio dire que si lui prenait le pouvoir, il diminuerait l'effectif des militaires et enverrait le reste au champ. Comme brigadier zimba le disait : dans le cœur de l'homme le plus pacifique, il y a des choses qu'on ne doit pas dire. Comment peut-on aimer quelqu'un qui veut vous prendre votre gagne pain. Depuis, les discours n'ont pas beaucoup évolué. Nous, opposition togolaise, donnons l'impression d'avoir un contentieux avec l'armée, nous ne voyons pas ses évolutions et ses mutations. L'armée togolaise des années 90 est différente de celle d'aujourd'hui. Pour être officier, il faut avoir le bac+2 minimum. Sous officier, niveau lycée, soldat. Collège. Mais nous continuons à traiter cette armée d'un ramassis d'ignares, là où des doctorats fleurissent. Au lendemain des événements de sokode, tout en condamnant la répression des forces de l'ordre, peu parmi nous ont présenté notre compassion aux militaires malmenés. L'armée est soudée derrière le régime faute de trouver grâce à nos yeux. Ceux qui votent unir sont attirés par cette stabilité.

Deux. Le repli identitaire. En 2014 j'ai invité un cousin faisant la deuxième année de droit à une de nos marches. Il est revenu en me disant qu'il ne remettra jamais les pieds là bas. Je lui ai demandé pourquoi. Il m'a dit qu'il n'avait rien compris de toutes les déclarations. Et il avait raison. Les cinq intervenants avaient tous parlé en mina /ewe. J'ai à plusieurs reprises attiré l'attention de les amis sur cet état de fait, mais les gens disent que si quelqu'un est à Lomé et qu'il ne comprend pas la langue, c'est qu'il exagère. J'ai des parents qui vivent pourtant dans sa cette ville depuis 30 ans, et qui ne peuvent pas aligner deux phrases en mina. Au campus et au bureau ils parlent français, et à la maison, kabyé ou losso. Une sorte de division de notre

société à eu tendance à dire que l'eweland est par définition attaché au COT et à ses descendants (UFC, ANC...) alors que le nord serait un parti et alliés (rpt, unir). Voilà pourquoi malgré la misère exécrable que vivent les populations du nord, celle-ci continue à soutenir le régime. Aux élections législatives de 1960, plusieurs préfectures du nord avaient voté massivement pour le cut, mais après, il y a eu les abongo sodja, il y a eu Eyadema, il y a surtout eu 1990, avec les règlements de comptes communautaires qui sont encore dans les mémoires. Aujourd'hui, l'homme du nord dit qu'il préfère le voleur qu'il connaît à l'assassin qu'il ne connaît pas. Refuser de voir le problème éthique de notre société, c'est une faute politique. Continuer à psalmodier que Faure n'a jamais gagné une élection au Togo sans rechercher les sources du mal restera des incantations vaines. C'est le repli identitaire qui permet à unir de prendre des sièges dans le Tone, après le vil assassinat de deux élèves dans la ville de Dapaong. C'est ce repli qui lui permet de remporter des sièges dans Doufelgou, alors qu'une année auparavant les populations avaient saccagé le commissariat.

Trois: l'effet de cadres. Les amicales des ressortissants de préfecture sont les plus grandes forces "syndicales" du pays. Trustés par les cadres de l'administration et d'Unir, ces regroupements solidaires sont plus efficaces que les points focaux du parti. Ils rassemblent la diaspora des préfectures et montrent le chemin à suivre, car ce sont ces amicales qui s'occupent du développement des villages et villes de l'intérieur de notre pays. Si unir a gagné des sièges dans toutes les préfectures du pays sauf dans le Yoto lors des dernières législatives, c'est grâce aux cadres. Aujourd'hui, chacun est chargé de faire gagner dans sa préfecture, à n'importe quel prix. Seule la fin justifie les moyens. Et le peuple des villages ne voit que la main qui leur jette des miettes, sans poser la question du comment. Voilà ma contribution de ce matin. Les gens qui votent unir sont comme nous tous, pauvres, abandonnés, frustrés. Il nous revient de trouver un autre langage pour leur parler. Si nous les considérons avec hauteur, si nous les dénigrons en leur traitant de parias, sans les comprendre, ils vont davantage serrer leur rang et nous faire face. Et une chose est certaine, ce n'est pas eux qu'on voit dans nos rues. Ceux-là ne marchent pas, ils votent.

PS J'ai volontairement omis de parler des prodigalités électorales. Ici, je relève les militants et sympathisants.

Gerry TAAMA

Prétendue Participation du Président de la Cour Constitutionnelle à la Marche d'UNIR LANGOE BARROW FAILLOU APPORTE UN DEMENTI ET PRESENTE SES EXCUSES A ABDOU ASSOUMA



L'affaire a fait grand bruit dès le lendemain de la mobilisation monstre des militants et sympathisants du parti UNIR à Lomé. Des photos prises au cours de cette manifestation organisée pour la préservation de la paix et les réformes consensuelles, indiquant l'ancien ministre Ayassor, avaient été présentées comme celles de M. Abdou ASSOUMA, Président de la Cour Constitutionnelle. Plusieurs commentaires sur les réseaux sociaux repris dans la presse et ailleurs (notamment dans la déclaration des Evêques du Togo) condamnaient cette

prétendue participation du Président de la Cour Constitutionnelle comme une violation inadmissible de l'impartialité devant caractériser les membres de cette grande institution. C'est ainsi que M. Abdou ASSOUMA a saisi la justice pour diffamation et diffusion de fausse nouvelle. Le 12 septembre plusieurs personnes suspectées d'avoir participé à la diffusion de ces informations mensongères et diffamatoires ont été entendues. Parmi elles, le sieur LANGOE Barrow Falliou, agent de la fonction publique. Ce dernier, détenu depuis deux semaines, vient d'envoyer une lettre d'excuse tenant lieu de démenti au Président de la Cour Constitutionnelle, son « grand frère ». Il reconnaît sa faute, évoque sa naïveté et sa maladresse avant de présenter ses « excuses pour le désagrément que cette fausse information a causé » à l'image et l'institution qu'incarne le Président Abdou ASSOUMA. Votre journal Togoreveil qui a eu copie de cette lettre des mains des parents de LANGOE Barrow Falliou, la publie in extenso pour vous. Avec l'espoir que cette lettre d'excuse tenant lieu de démenti rencontrera la clémence de son destinataire en vue d'une issue favorable.

Lomé le 26 septembre 2017

Au Président Aboudou Assouma de la Cour constitutionnelle du Togo

Objet: Lettre d'excuses tenant lieu de démenti

Monsieur le président, en plein processus juridique dans l'affaire pour laquelle je suis détenu depuis le mercredi 12 Septembre 2017, je viens par la présente vous présenter toutes mes excuses pour le rôle que j'ai joué dans la relai des informations mensongères et diffamatoires selon lesquelles vous étiez présent à la marche de soutien organisée par l'Union pour la République (UNIR), le 29 AOUT 2017. Vérification faite, il s'est révélé que la photo objet des commentaires vous incriminant n'était pas la vôtre. Mon implication dans ces commentaires qui ont circulé sur les réseaux sociaux n'a été que le fruit de la naïveté et de la maladresse.

Je tiens à vous présenter mes excuses pour le désagrément que cette fausse information a causé

à votre image et celle de la noble institution que vous incarnez.

Dans l'espoir que ma démarche rencontre votre clémence et votre grâce, je vous prie de bien vouloir agréer, monsieur le président et cher parent, l'expression de mon profond regret.

Signé
LANGOE Barrow Falliou

72ème Assemblée générale de l'ONU

UNE DELEGATION CONDUITE PAR LE PREMIER MINISTRE KOMI SELOM KLASSOU A REPRESENTÉ LE TOGO.

Le Premier Ministre togolais a pris part, au nom Chef de l'Etat SEM Faure Essozima Gnassingbé, à la 72ème Assemblée Générale de l'ONU tenu du 15 au 25 Septembre à New York, Siège de l'institution. Le Premier ministre Komi Selom Klassou a évoqué, à la tribune le jeudi, 21 Septembre l'actualité nationale, marquée par des dissensions entre le parti au pouvoir et l'opposition autour de la mise en œuvre des réformes constitutionnelles.

Le séjour du premier ministre Komi Selom Klassou a également été marqué par des rencontres avec des personnalités notamment le samedi avec le Secrétaire général des Nations Unies M. Antonio Guterres. En vue d'une sortie de crise, Antonio Guterres a convié les acteurs politiques togolais à « un dialogue constructif ».

Avec le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies, Miroslav Lajcak, Komi Selom Klassou a discuté de la situation politique qui prévaut au Togo et a rassuré de la volonté du gouvernement d'œuvrer à l'aboutissement des réformes. Le Président du Kosovo, M. Hashim Thaçi et le Premier ministre du Cap Vert, M. José Ulisses de Fina Correia e Silva, ont quant à

eux, évoqué avec le PM, l'établissement et le renforcement de la coopération avec leurs pays dans divers domaines.

L'Assemblée générale des Nations Unies est une rencontre périodique qui représente une occasion pour les chefs d'Etats et de gouvernement de se réunir au siège de l'ONU afin de débattre des questions d'ordre mondial

Ce qui concerne l'Afrique

L'organisation gère de nombreuses opérations de paix en Afrique, notamment en République démocratique du Congo (RDC), en Centrafrique, au Soudan du Sud ou au Mali. L'ONU table toujours sur la tenue d'ici à la fin 2017 d'une élection présidentielle en RDC.

Le président américain a déjeuné mercredi avec plusieurs dirigeants africains, dont les présidents sud-africain, Jacob Zuma, et nigérian, Muhammadu Buhari. Il a salué le « potentiel commercial énorme » qui existe selon lui en Afrique, où se rendent nombre de ses amis pour « devenir riches ».

Mercredi, toujours, lors d'une réunion de haut niveau, l'émissaire de l'ONU Ghassan Salamé a présenté sa feuille de

route pour la Libye. Autour de la table se trouvaient une dizaine de dirigeants des pays concernés par ce dossier, dont le président français, le président du Conseil italien ou la première ministre britannique.

Une semaine de dialogue et d'échange houleux

La 72e Assemblée générale des Nations unies a pris fin le dimanche 24 septembre à New York. C'est une rencontre marquée non seulement par des débats mais aussi de recherches de solutions et d'annonces. 90 chefs d'Etat, 39 chefs de gouvernement et 52 ministres ont chacun prononcé un discours à la tribune de l'ONU. Ils ont également participé aux multiples réunions et conférences organisées dans l'enceinte des Nations unies ou les grands hôtels de la ville.

Cette semaine annuelle est l'occasion de multiples contacts formels et informels, de prendre le pouls du monde et de ses tensions, de mettre l'accent sur les problèmes planétaires les plus urgents.

Ce débat était une première pour certains, comme les présidents américain, français et gambien ou le nouveau secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres. Les dirigeants



russe et chinois étaient absents, représentés par leur ministre des affaires étrangères.

En préambule, lundi 18 septembre, Donald Trump avait dénoncé « la bureaucratie » qui règne, selon lui, à l'ONU. Le président américain a fait adopter par 126 pays une déclaration politique en dix points poussant l'Organisation à se réformer. Il l'avait

qualifié, avant son élection, de « club » où les gens « passent un bon moment ». Washington est le premier contributeur financier de l'ONU, assurant 28,5 % des 7,3 milliards de dollars du budget d'opérations de paix, et 22 % des 5,4 milliards de ses crédits de fonctionnement.

E.J

Grande journée de sensibilisation citoyenne du CJD et du CNJ en faveur de la jeunesse

LES JEUNES S'ENGAGENT POUR UN ABOUTISSEMENT HEUREUX DES REFORMES SOCIO POLITIQUES



La jeunesse œuvre pour le retour au calme au Togo. Des milliers de jeunes dans un palais des congrès plein comme un œuf ont été entretenus le vendredi 22 Septembre 2017 sur la responsabilité de la jeunesse face à l'évolution de l'actualité socio politique au Togo. Initiée par le Collectif des Jeunes pour le Développement (CJD) en collaboration avec le Conseil National de la Jeunesse (CNJ), la grande rencontre citoyenne de sensibilisation a permis aux leaders de ces jeunes de les situer par rapport à leur rôle dans la préservation de la paix en vue de réussir les réformes en cours dans la non violence. Dans une déclaration sanctionnant la rencontre, les jeunes invitent la classe politique à " la préservation du climat de paix et de développement de notre cher pays."

Cette grande rencontre est un cadre d'échanges et de partage entre les jeunes togolais venus de tous les coins du pays. C'est une occasion pour la jeunesse togolaise de réaffirmer son attachement aux réformes constitutionnelles et institutionnelles et le rôle qui est le sien dans la préservation de la Paix au Togo. Selon Régis BATCHASSI, président du CNJ, l'initiative permet d'appeler la jeunesse à préserver la paix dans un contexte sociopolitique agité par les questions de réformes constitutionnelles et institutionnelles "en les outillant et en leur donnant des notions sur les questions des réformes en lien avec les ambitions de développements socio économique dans lesquels notre pays

s'est engagé depuis quelques décennies." L'initiative a aussi permis "d'exhorter et saluer les efforts de tous les acteurs au premier rang desquels le gouvernement, la classe politique ainsi que la communauté internationale et surtout les jeunes à multiplier des initiatives et les efforts visant au renforcement du climat de paix et de cohésion dans notre pays", a-t-il déclaré.

Ces jeunes ont été entretenus sur plusieurs sujets liés à l'actualité sociopolitique et le développement au Togo. A travers plusieurs communications délivrées par les spécialistes, ces jeunes ont été outillés entre autre sur leur responsabilité face à la crise sociopolitique au Togo, les grands atouts du Togo que sont la jeunesse et le climat de paix, l'utilisation judicieuse des réseaux sociaux, les nouvelles technologies, les programmes de développement en faveur des jeunes. Selon Mathieu AGADA du CJD l'objectif principal de la rencontre est que l'aboutissement heureux des réformes sociopolitiques se déroule avec l'implication de la jeunesse de tout bord dans la paix et la cohésion sociale. "Nous avons à travers notre communication expliqué les enjeux politiques liés aux réformes constitutionnelles et institutionnelles en nous basant notamment sur l'accord politique global et le passé de notre pays, son accession à la souveraineté. Cela a permis à la jeunesse de s'approprié tout le contexte et l'enjeu de la question du consensus qui amène à comprendre aujourd'hui les voies prévues par notre constitution pour une modification qui permet de soutenir tout ce qui est en cours pour que nous allions nécessairement à ces réformes que ce soit à travers l'Assemblée nationale, par le consensus ou par voie référendaire", a-t-il indiqué.

Dans une déclaration livrée à la fin de la sensibilisation, la jeunesse togolaise appelle les acteurs politiques togolais au consensus autour de la question des réformes, tout en saluant l'adoption du projet de loi du gouvernement par l'Assemblée nationale. « La jeunesse salue cette démarche démocratique et rappelle aux différents acteurs politiques de continuer à privilégier la voie du dialogue et de la concertation. Car comme le disait le Président François Macron à la tribune de la 70ème Assemblée Générale des Nations Unis, "La démocratie ne se joue pas dans la rue" », a souligné le porte parole de CJD M. KOUTOBAIves.

La jeunesse a ainsi formulé des demandes à l'endroit de la classe politique, notamment le maintien et l'accélération du cap de développement actuel, et le processus de décentralisation. Elle demande son implication dans toutes les instances de décision ainsi que le renforcement des dispositifs d'accompagnement à l'employabilité des jeunes et les mécanismes de financement de l'entrepreneuriat des jeunes. Elle a enfin appelé la diaspora à "mobiliser toute son énergie dans l'accompagnement de notre pays vers l'émergence."

Elysée J

Renouvellement de la CENI LES PARTIS EXTRAPARLEMENTAIRES ET LES OSC ONT JUSQU'AU 07 OCTOBRE POUR LES CANDIDATURES

Les élections législatives, locales voire le référendum, conséquence logique de l'adoption du projet de loi de réformes constitutionnelles s'annoncent à grand pas. Selon un communiqué rendu public en fin de semaine dernière, les partis extraparlimentaires et les organisations de la société civile sont invités à faire acte de candidature pour le renouvellement du bureau de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Les dossiers de candidatures de leurs membres postulants devront être déposés au plus tard le 07 octobre 2017. Selon un communiqué signé du président du parlement, Dama DRAMANI, « L'Assemblée nationale procédera à l'élection des trois membres pour représenter les partis politiques extra parlementaires et trois personnalités pour représenter les organisations de la société civile au sein de cette institution ». Il reviendra ensuite aux députés d'élire parmi les candidats trois (3) membres venant de l'opposition extra-parlementaire et trois (3) autres d'organisations de la société civile (OSC). La Commission Electorale Nationale Indépendante dans sa version actuelle est composée de dix-sept (17) membres dont six (6) sont assignées à l'opposition extraparlimentaires et aux OSC. Dix (10) sièges sont réservés aux partis politiques siégeant au Parlement à raison de cinq (5) pour l'opposition et cinq (5) pour le parti majoritaire. L'administration bénéficie également d'un siège.

Elysée J

SUPER PROMO
2ème édition

Maïvit Plus

5+1 GRATUIT

Du 1^{er} septembre au 30 novembre 2017
5 étiquettes apportées, 1 Maïvit Plus offert!!

Maïvit Bien mangé, bien vivre.

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité



PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

Interview de Fambaré Ouattara NATCHABA, Ancien Président de l'Assemblée Nationale

« ET NOUS AVONS ETE REELLEMENT DISSOUTS... ET C'EST COMME CELA QUE NOUS AVONS TOILETTE LA CONSTITUTION DE 1992. »

En décembre 2002, il est l'un des grands acteurs de la révision de la Constitution de 1992 dont l'opposition réclame aujourd'hui le retour intégrale. Lui, c'est l'ancien président de l'Assemblée nationale, Fambaré Ouattara Natchaba et ancien cadre du parti au pouvoir, le RPT. Dans une interview qu'il a accordée à l'Agence de presse Afreepress, il revient sur le débat sur le retour de la Constitution de 1992, la polémique de la rétroactivité ou non de la loi constitutionnelle et sur les « motivations cachées » de la lutte de Me Tikpi Atchadam et met en garde contre des conséquences « fâcheuses ». TogoVeil la reprend pour vous.

Afreepress : Qu'est-ce qui vous a poussé le RPT en 2002 à modifier la Constitution de 1992 ?

Fambaré Ouattara Natchaba : Je vous remercie. Je connais les mécanismes de la rédaction de la Constitution de 1992 et son adoption par référendum et l'état dans lequel était le pays. En 2002 nous avons senti la nécessité de réformer cette Constitution, de la toiletter comme vous le dites.

Nous avons appliqué cette constitution au sortir des élections législatives de 1994. La Constitution de 1992 disait que le président de la République nomme le Premier ministre dans la majorité parlementaire. Le RPT à lui seul avait la majorité relative mais quand l'UTD de M. Edem Kodjo s'ajoutait au CAR de Me Yawovi Agboyibo, ils avaient la majorité absolue donc ils étaient la majorité. C'est dans cette atmosphère que le président Eyadema leur a demandé de lui proposer un nom. Ils n'ont pas réussi à le faire.

Nous avons fait ensemble une réunion avec le grand frère Edem Kodjo, le grand frère Agboyibo, Barqué, le doyen Vouley, le Colonel Assila, moi-même, le président Eyadema et avonstenté de les mettre ensemble. Mais ça n'a pas été fait et donc le pays était bloqué et le président Eyadema estimait qu'étant donné que M. Edem Kodjo avait déjà été ministre de l'Economie et des Finances et qu'il avait été Secrétaire général de l'OUA, il était plus à même de diriger un gouvernement parce que son carnet d'adresse était bien plus fourni que celui de Me Agboyibo.

Mais il a pris soin de demander au RPT de ne pas présenter un candidat au perchoir du parlement contre Me Agboyibo et nous avons accepté. C'est sur ces faits qu'on a nommé M. Edem Kodjo comme Premier ministre du Togo. Le jour de son investiture, le CAR était absent de l'hémicycle. Et c'est le RPT, plus les voix de l'UTD qui ont investi Edem Kodjo, Premier ministre.

Il nous était donc redevable sans quoi son programme ne passait pas. C'est une anomalie réelle puisque l'opposition qui est majoritaire, ne l'avait pas investi. Lorsque M. Kodjo a pris le gouvernement, il a commencé à vouloir appliquer les pouvoirs qui sont concédés au Premier ministre dans la Constitution de 1992 notamment celui de nommer aux emplois civils et militaires or on s'était entendu que ce serait en concertation avec le chef de l'Etat qui est lui, élu au suffrage universel.

Si vous vous souvenez, nous avons rejeté les budgets de Kodjo une ou deux fois. Mais finissait par les voter. Donc c'était difficile. Si le président Eyadema et Edem Kodjo ont pu s'attendre de 1994 à 1996, c'était le fait que les deux hommes se connaissaient. Ils savaient comment faire pour ne pas laisser l'Etat sombrer. Donc ce n'était plus la Constitution de 1992 qu'on appliquait.

En 1996, il y a eu des partielles et personne ne s'était présenté contre le RPT et nous nous sommes retrouvés face à l'UTD et nous avons enlevé les sièges. Nous sommes devenus majoritaires à l'Assemblée nationale. C'est en ce moment que l'opposition a commencé à nous appeler « Assemblée monocolor », Assemblée tant, Assemblée tant. Et si vous vous souvenez, nous étions allés aussi au CPS, Assemblée paritaire de suivi avec l'Union européenne, l'Allemagne et la France et à la dernière séance du CPS, l'opposition avait demandé la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections. C'était à la dernière réunion du CPS qui a eu lieu le 1er mai 2002 au siège de l'Unesco à Paris. J'ai déclaré devant toutes les délégations de l'opposition et tous nos médiateurs que l'Assemblée sera dissoute conformément aux vœux de l'opposition, qu'on irait à des élections législatives anticipées mais si vous ne participez pas, je vous avertis que le RPT sera majoritaire et si nous nous sommes majoritaires, nous allons changer la Constitution de 1992 pour sortir de ces ambiguïtés.



Afreepress : Donc vous avez ouvertement lancé cet avertissement à l'opposition en 2002 à Paris ?

Fambaré Ouattara Natchaba : Oui, en mai 2002 devant eux tous. Et nous avons été réellement dissouts. Nous sommes allés aux élections et là il y a eu apparition d'autres partis politiques comme celui de Harry Olympio et la résurgence de la Juvento qui avait eu des sièges dans l'Akposso. Et c'est comme cela que nous avons toilette la Constitution de 1992.

Afreepress : Mais pourquoi il était si nécessaire de toiletter cette constitution ?

Fambaré Ouattara Natchaba : Je vous ai dit que de 1994 à 1995, il était très difficile au Premier ministre et au Président de la République de s'entendre. Il fallait toiletter cette constitution parce que l'opposition fractionnée, n'avait pas pu s'entendre pour désigner un Premier ministre et c'est bien ensuite que nous avons levé le verrou de la limitation des mandats présidentiels.

Afreepress : La Constitution de 1992 était-elle si imparfaite à vos yeux ?

Fambaré Ouattara Natchaba : La Constitution de 1992 était imparfaite et tout juriste de bonne foi va vous dire qu'elle était imparfaite. Prenez la Constitution française qui est la référence. Les pouvoirs du Premier ministre et du Président de la République sont bien définis.

Ici tu es élu chef de l'Etat et en réalité c'est le Premier ministre qui avait tous les pouvoirs. Notre Constitution de 1992 n'est ni réellement présidentielle, ni réellement parlementaire. Elle était au milieu avec des influences négatives car tu retrouves dedans des morceaux de la constitution israélienne, des morceaux de la constitution française, des morceaux de la constitution allemande et je ne voulais pas le dire, les fameux experts qui n'étaient experts en rien ce sont eux qui ont mis leur grains pour dévier la constitution. C'est une constitution qui est inapplicable.

Moi je ne suis plus candidat à rien. Ni à un poste de député ni à un poste de président. Je ne veux pas que mes petits frères laissent leur pays dans cette situation. La Constitution de 1992 a été rédigée premièrement pour empêcher quelqu'un de briguer la magistrature suprême. C'est Me Koffigoh. On a dit dans cette constitution qu'il fallait avoir 45 ans révolus pour être candidat or ils savaient bien que Koffigoh ne l'avait pas. Il y a des choses invraisemblables dans cette constitution même si aujourd'hui, on met un opposant à la place du président de la République, il ne pourra pas gouverner avec cette constitution.

Afreepress : Et dans ce cas, qu'est-ce qu'il faudrait faire aujourd'hui pour essayer d'améliorer les choses ?

Fambaré Ouattara Natchaba : Aujourd'hui, l'opposition demande qu'il faut limiter les mandats et qu'il faut revenir à un scrutin majoritaire à deux tours. D'accord, moi je dis ce n'est pas une mauvaise chose. Le Togo a bien mûri. On peut fort bien accepter la limitation des

mandats. Le Togo a évolué. Qu'on limite les mandats, c'est bon. Qu'on fasse le scrutin majoritaire à deux tours pour le président de la République, je dis c'est bon.

Si on veut limiter le mandat des députés je ne trouve pas d'inconvénients, il y a beaucoup de jeunes. Il n'y a pas de raison qu'on veuille limiter le mandat du président et qu'on ne limite pas le mandat des députés.

Mais je vais vous dire la vérité. Vous les Togolais vous avez les germes de la division. Si aujourd'hui même Faure dit je m'en vais, vous n'arriverez jamais à vous entendre. Si non pourquoi vous ne pouvez pas faire une unité d'action ? Pourquoi le chef de file de l'opposition ne prend-il pas son téléphone pour appeler le chef de l'Etat et lui dire qu'est-ce qu'on fait ?

C'est lui qui est chef de file de l'opposition. C'est lui qui touche les avantages de cette fonction. Il n'a pas besoin d'écrire pour dire que je viens avec le CAP2015, je viens avec telle personne. Il n'a pas besoin d'être accompagné. Les choses sérieuses se disent à deux.

Mais aussi parce que l'opposition est divisée et cette division ne date pas d'aujourd'hui. Lorsque l'opposition avait désigné Edem Kodjo dans ce pays comme candidat unique, il était dans un meeting quand il apprit qu'on lui avait retiré l'investiture. C'est ça le vrai problème parce que chacun veut porter le chapeau. Mais nous à UNIR, quelles que soient nos différences, nous sommes toujours avec Faure. Ça ne veut pas dire que nous n'avons pas de différends mais nous savons faire la part des choses. Privilégier l'intérêt général, oublier nos intérêts particuliers à partir du moment où le pays marche et préserver la paix.

Aucune constitution n'est écrite dans le marbre. C'est compte tenu de l'évolution du pays qu'on peut changer la constitution mais lorsque vous changez la constitution ou que vous faites une constitution pour empêcher une personne, pour chasser une personne, vous ne réussirez jamais.

Afreepress : Si vous étiez à la place du président de la République, qu'auriez-vous fait pour le retour au calme dans le pays ?

Fambaré Ouattara Natchaba : Je dis que la balle se trouve dans le camp du chef de file de l'opposition. C'est à lui d'approcher le président de la République pour discuter et trouver une solution et non se faire accompagner par une ribambelle de gens qui ont la boulimie de la rue. Il y en a quand ils voient les gens dans la rue, ils jubilent, ils jouissent en même temps. C'est la rue qui est leur objectif final et c'est terrible. Mais comment vous voulez construire un pays avec des comportements comme ça ?

Afreepress : Mais dans ce cas qu'est-ce qu'il faut faire ?

Fambaré Ouattara Natchaba : Qu'est-ce qu'il faut faire ? Prenons d'abord ce qu'on vous offre. Nous

avançons et nous négocions ce qu'il reste. Est-ce qu'ils savaient un jour que ceci allait être fait ? Prenez d'abord et continuez par négocier.

Mais ce qu'il faut savoir c'est que l'opposition est engagée dans un processus de coup d'Etat. Si vous ne le savez pas, il faut le savoir aujourd'hui. C'est un processus de prise du pouvoir par la rue. La rue est bien mais la rue est terrible. J'espère que'ils n'en seront pas eux-mêmes victimes un jour.

Que Faure et Jean-François Fabre se voient et discutent. Ce serait déjà un bon début parce que ceux qui devraient jouer à l'arbitre ont déjà pris position. Les évêques sont disqualifiés parce qu'ils ont déjà pris position et l'ont fait connaître. Or dans une église, il y a des citoyens catholiques proches de UNIR et d'autres qui sont proches de l'opposition.

L'Eglise est une institution qu'on respecte beaucoup et moi j'ai un très grand respect pour l'Eglise parce que c'est une religion révélée. Si les imams se mettaient à faire ça, moi je ne serai pas non plus d'accord et heureusement, il n'y a aucun imam (peut-être à titre personnel) ne peut se lever aujourd'hui pour dire, nous soutenons Faure ou nous soutenons l'opposition.

La situation que nous vivons, mérite que les gens s'asseyent et qu'ils parlent. Je ne suis pas sûr que l'ANC dispose de toutes les informations sur les autres formations politiques.

Est-il bien que quelqu'un se lève et fasse un meeting où il fait jurer devant lui que c'est le coran ou la mort ? Moi j'ai dans ma famille, des catholiques, des protestants et des musulmans. Moi-même je suis musulman mais il faut que les gens fassent attention. Il ne faut pas que les gens fassent des marches sans connaître les enjeux, ce qu'il y a en dessous. Et ce qu'il y a en dessous, c'est un enjeu extrêmement important.

Moi ma ville c'est Sanssané Mango. Nous sommes arrivés au Togo en 1750 avec la guerre et l'islam pour nous asseoir. On est musulmans à plus de 98% à Mango. Donc il n'y aura pas un djihadiste qui va venir pour nous apprendre l'islam. On va le chasser.

Je dis que vous les journalistes vous ne fouillez pas beaucoup. Vous ne vous interrogez pas. La diaspora c'est combien de personnes pour que les gens disposent d'autant de fonds ?

Il y a des financements de sources très obscures et bientôt les Occidentaux vont vous le dire. Je ne veux pas que mon pays soit aligné sur ces choses-là. Nous avons vécu dans ce pays ensemble catholiques, musulmans et protestants. Aujourd'hui ce qui est en train de se passer, il faut que nous soyons attentifs pour le dénoncer. Quand ça commence au Mali, est-ce qu'il y a eu de l'accalmie ? Et au Burkina ? Au Togo, le jour où on ira assassiner les gens au Padioussou ou dans un grand hôtel, les Togolais vont prendre des valises et fuir au Ghana.

Afreepress : Que dites-vous du débat sur la rétroactivité de la loi ?

Fambaré Ouattara Natchaba : La loi n'est jamais rétroactive. Surtout en matière constitutionnelle. On dit de façon générale que le droit ne dispose que pour l'avenir. Quand vous adoptez une disposition constitutionnelle, elle ne peut pas s'appliquer à la situation qui est passée. Ce n'est pas vrai et il y a des exemples qui sont sous nos yeux. Il y a eu une jurisprudence déjà sur ce sujet au Burkina Faso et la Cour Constitutionnelle a dit que la loi ne peut pas être rétroactive. Il y a eu une autre jurisprudence au Sénégal et les juges ont dit que la loi constitutionnelle ne saurait être rétroactive. Ce qui est conforme au droit.

On va nous dire que ce sont des pays africains. Mais lorsque le président Chirac avait voulu passer du septennat au quinquennat, le Conseil Constitutionnel a dit qu'elle ne peut pas s'appliquer à son mandat en cours et qu'il fallait qu'il achève ses 7 ans.

Faure a fait trois mandats sous l'ancienne constitution. Son mandat finira en 2020. Si ça fini en 2020, il faut négocier avec lui pour voir s'il se présentera ou pas. Mais du point de vue du droit, on est dans une nouvelle situation.



www.annuairestogo.tg



Nous sommes l'outil qu'il vous manque.



Renforcez votre visibilité



Augmentez votre impact

Caisse Nationale de Sécurité Sociale 42 AGENTS PRETENT SERMENT AUJOURD'HUI



Quarante-deux (42) agents de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) vont prêter serment aujourd'hui lors d'une audience solennelle au Tribunal de première instance de première classe de Lomé. Cette cérémonie de prestation de serment s'inscrit dans le cadre du code de sécurité sociale en son article 92 qui soumet certains agents de la CNSS aux exigences du code du travail (article 184), relatives à la

prestation de serment. Il s'agit donc des agents de recouvrement, des agents de prévention des risques professionnels et des contrôleurs employeurs. Ils vont jurer par devant le Tribunal de leur localité de bien et fidèlement remplir leur mission. C'est une initiative de la CNSS en collaboration avec l'autorité judiciaire. Nous y reviendrons

La Rédaction.

Pour le bon démarrage et déroulement de l'année scolaire 2017-2018 LE GOUVERNEMENT ET LES ACTEURS DE L'EDUCATION TENTENT DE REGLER LE STATUT PARTICULIER DES ENSEIGNANTS



Le Gouvernement et les acteurs de l'éducation planchent depuis vendredi, 22 Septembre dernier sur l'examen de fond du document du projet de Statut particulier des Enseignants togolais. Chaque article du texte devra être examiné et discuté par les différentes parties afin qu'un consensus soit trouvé. Les droits et avantages des enseignants sont particulièrement visés lors de cette séance de travail et de celles à venir, a indiqué le Ministre de la Fonction Publique, Gilbert Bawara. Un accord devrait être trouvé avant la rentrée du 02 octobre prochain, rassure-t-il.

Outre le projet de statut particulier des Enseignants, le gouvernement travaille à ce que la question des cotisations des enseignants auxiliaires soit définitivement réglée. Objectif : s'assurer du bon démarrage et du déroulement de l'année scolaire. Prévue pour le 25 septembre dernier, la rentrée scolaire 2017-2018 a été repoussée au 02 octobre prochain pour un heureux aboutissement des discussions autour du projet de Statut particulier des Enseignants togolais.

E.J

Amélioration du climat des affaires au Togo L'OTR LANCE LE CPP ET LE TEC-CEDEAO V.2017.SH.



Le Tarif Extérieur Commun du Système Harmonisé 2017 (TEC-CEDEAO V.2017.SH) et le Cadre de Partenariat Privilégié (CPP) ont été lancés ce mercredi, 27 Septembre 2017 par l'Office togolais des recettes OTR. C'était au cours d'une cérémonie présidée par le Commissaire Générale de l'OTR Kodjo ADEDZE à la salle de Division des Opérateurs Douaniers de Lomé Port en présence des responsables des entreprises du secteur privé. Ce lancement a abouti à la signature des contrats d'Adhésion au Cadre de Partenariat Privilégié de quatre entreprises avec le Commissaire Général. L'OTR veut dans sa dynamique des réformes offrir de meilleurs services aux opérateurs économiques. Cette rencontre a permis à l'office de faire connaître aux opérateurs économiques, les avantages accordés, et l'existence d'une nouvelle version du "TEC-CEDEAO V.2017.SH.", qui entrera en vigueur très prochainement au Togo. Selon

le Commissaire Général Kodjo ADEDZE la nouvelle version « prend en compte un certain nombre d'évolution sur le plan environnemental, technique et autres avec l'apparition de nouveaux produits pour rendre plus compréhensible le classement de ces marchandises lorsqu'elles doivent faire le déplacement au niveau de nos frontières ». Ce Cadre qui renforce le partenariat de l'office avec les opérateurs économiques permet de mettre progressivement en œuvre le statut d'opérateurs économiques agréés. C'est un statut qui accorde des avantages conséquents en termes de célérité aux entreprises qui sont fiables sur le plan douanier et fiscale. C'est un cadre qui va permettre à un certain nombre d'entreprises qui remplissent des conditions d'être rapidement servies. Quatre entreprises ont signé ce jour des contrats d'Adhésion avec l'OTR. Ces entreprises sont fiables en

termes de respect de la réglementation douanière et fiscale. Elles bénéficient donc des mesures beaucoup plus souples. « C'est une reconnaissance basée sur nos talents, notre savoir faire, nous en sommes vraiment honorés. C'est aussi une exhortation à aller encore de l'avant », a souligné OUEDDOUDA Serge, Directeur Transit Bolloré Transport logistique, l'une des 4 entreprises ayant obtenu l'adhésion au CPP. La rencontre a permis à l'office de présenter et d'échanger avec les opérateurs économiques présents sur les deux instruments. Ces instruments relèvent de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) qui met à la disposition des administrations douanières des outils et instruments leur permettant d'assurer la sécurisation et la facilitation des échanges.

KY.

Sur Taxi FM hier TIKPI ATCHADAM QUALIFIE DE REFERANDUM LES VIOLENTES MANIFESTATIONS DU 19 AOÛT A SOKODE

L'homme qu'on disait menacé et sérieusement en cachette, a fait une apparition hier sur Taxi FM dans l'émission Taxi Presse. Le discours n'est plus le même. Il semble être dilué. Ce n'est plus le guerrier Atchadam qui prédisait le 6 septembre que Faure Gnassingbé quitterait le pouvoir dès le lendemain, qui parle. L'animateur l'accule de questions auxquelles il tente d'échapper à chaque fois. Concernant le retour de la Constitution de 1992, exigence sur laquelle il a eu un récent droit d'auteur, le leader du PNP n'arrive pas à expliquer pourquoi il s'accroche à ce texte désuet. Comme cela se passe dans pareille circonstance, il répondra à la question par une question « Si cette Constitution ne contient rien. Pourquoi ils (NDLR : les autorités) ne l'acceptent pas. » dira-t-il. Tout en s'attaquant à l'Union Musulmane qu'il qualifie d'aile marchande d'UNIR, il se déclare prêt à un dialogue auquel il n'est pas encore invité, Jean Pierre Fabre l'ayant déjà éclipsé, a pris désormais le devant des choses. Le leader de l'opposition qui craint pour ses sièges dans les villes à fortes concentrations de peuplement, était d'ailleurs en ce moment même sûr. Au micro d'Eric GATOR l'animateur de Taxi FM, Atchadam se défend subtilement de ne pas être soutenu par un officier supérieur de l'armée, un aîné du village, qui l'a poussé par le passé à des responsabilités dans l'administration togolaise. Il tente malicieusement de s'en prendre aux officiers de son ethnie qu'il qualifie de « cadres d'UNIR ». Mais c'est sur la question du Référendum annoncé par le gouvernement après le vote des députés, que le Président du PNP surprendra. « Le Référendum est déjà là ! Pourquoi ne pas l'accepter ? » Selon lui, la violente manifestation du 19 Août dernier à Sokodé s'apparente à un référendum par lequel « le peuple » s'est adressé à un pouvoir « sourd, muet et aveugle ». A ce niveau la pilule est mal passée même dans



les rangs de l'opposition où certains ont qualifié de bourde la comparaison de la manifestation du PNP à un référendum. Sur cette question, on comprend que l'opposant téméraire qui n'a pas encore le statut de représentant du peuple, parce qu'il n'a pas pris part à aucune élection, est d'office disqualifié pour prendre part à un hypothétique dernier dialogue avant le référendum pour lequel, l'ONU à travers le Représentant du Secrétaire Général en Afrique de l'Ouest, Mohamed IBN CHAMBAS, a déjà salué l'annonce. Les ambassadeurs de l'Union Européenne, des USA, d'Allemagne, de France et la Représentante du Système des Nations-Unies au Togo se sont également prononcés pour des réformes conformément à l'APG. La consultation du vrai peuple par voie référendaire est donc irréversible et le Président du PNP le sait. Il sait surtout qu'il se retrouvera bientôt seul avec sa Constitution de 1992. Mais à écouter l'homme hier sur Taxi FM, on comprend qu'il n'est toujours pas sorti de son rêve du 19 Août à Sokodé. La recomposition de la CENI amorcée par l'Assemblée nationale ne semble pas encore le réveiller.

Patrick NIMA

Partenariat entre la Brasserie BB Lomé et ESOP Notsè

THIERRY FERAUD, DG DE LA BB LOMÉ SATISFAIT, DES AVANCES APRES SA VISITE SUR LE SITE



La relation de partenariat entre la BB Lomé et ESOP-Notsè riz (Entreprise de Services et Organisation des producteurs) est au beau fixe. C'est ce qui résulte de la visite ce mercredi, 27 Septembre du Directeur Général de la BB Lomé Thierry FERAUD à l'entreprise à Notsè et les champs de culture de riz des producteurs. Cette visite qui intervient après la signature du partenariat il y a trois mois, a permis au DG de faire le bilan des avancés du travail sur le terrain. Il a avec les agents de l'ESOP-Notsè fait le point de l'usine notamment au niveau du stockage, de la

capacité instituée et savoir où en est la production. Le partenariat signé depuis le 9 Juin dernier entre la BB Lomé et les ESOP-riz du Togo avait pour but de sécuriser les revenus d'au moins 3000 producteurs issu de l'agriculture familiale et de créer jusqu'à 500 nouveaux emplois agricoles en zones rurales. Ce partenariat constitue une opportunité offerte par la BB Lomé afin de valoriser les efforts des ESOP et pour leur permettre d'augmenter leur capacité de production. Après 3 mois de relation partenariale, les deux partis ont

reconnus et exprimé leur reconnaissance par rapport aux résultats obtenus sur le terrain. Pour Carole AHOUJIMI, Directrice des ESOP Notsè, les résultats obtenus ont permis de renforcer le partenariat de l'ESOP avec la BB Lomé. Avec la Brasserie, la production ces derniers temps a doublée. Elle est passé de 4 mille à 8 mille tonnes a indiqué la directrice sans oublier la multiplication des producteurs. Les producteurs passent quant à eux de 7 mille à 8 mille. Dans les rizicultures, c'est avec une énorme fierté que les agriculteurs ont accueilli la

délégation conduite par le DG de la Brasserie. « Quand nous produisons le riz l'ESOP achète cela et nous arrivons avec cela à supporter nos familles comme il le faut. Nous avons doublé nos superficies. Si ne se pose pas de problème de l'eau nous augmenterons encore plus notre production » a déclaré l'un des producteurs visiblement très confiant et rassuré.

Le Directeur de la Bonne Bière s'est réjoui quant aux témoignages des uns et des autres sur le terrain. Il a félicité l'ESOP-Notsè pour les résultats enregistrés sur le terrain grâce au partenariat. Après la visite « c'est un constat positif » qu'a relevé le Directeur Général de la Brasserie Thierry FERAUD, « on a acheté plusieurs centaine de tonne de riz. L'ESOP a pu répondre à cette certification et aux normes qualitatives que nous avons. L'ESOP a pu prendre en compte les axes d'amélioration. Nous sommes extrêmes satisfaits de ce contrat là et nous comptons bien continuer à le développer dans les mois et les années à venir », a-t-il indiqué.

Les attentes sont comblées quant aux objectifs poursuivis par la BB Lomé à savoir surtout la création de l'emploi, 1300 déjà après trois mois. Cette visite répond aussi selon le Directeur Général de la Brasserie BB Lomé à sa promesse faite de visiter tous les trois mois l'entreprise l'ESOP. Et la prochaine étape sera sans doute mi-novembre ou mi-décembre a-t-il fait savoir. Soulignons que cette visite de terrain a été réalisée en présence du directeur préfectorale du ministère de l'agriculture et le Directeur général de l'ONG Entreprises Territoires et Développement (ETD).

Elysée J

abc
AGRO BUSINESS COMPAGNY

ELEVAGE, ABATAGE ET DISTRIBUTION DE VOLAILLES FRAÎCHES

ENTIER **CUISSÉ** **BLANC** **GESIER**
COU **AILLES** **FOIE**
DOS **COEUR** **PATTES** **OS**

TOGO KOKLO
Poulet de chair frais de qualité supérieure produit au TOGO

100% QUALITE HALAL

618 Rue, Aflao Gakli - 03 BP 31043, Tél. +228 22 25 49 70 - Cél. +228 93 38 35 35 / 97 96 86 86
contact@abc-togo.com
www.abc-togo.com

+228 93 38 35 35
Agro Business Company

LE KIOSQUE DES PRODUITS TOGOLAIS

NOS OFFRES

Boutique d'Exposition **Promotion & Publicité**
Vente & Représentation **Lobbying**

Mini Foires & Animations autour des Produits Togolais

ADRESSE

1^{er} KIOSQUE à Lomé
au 585 Rue du Grand Séminaire
à côté du Marché de Hedzranawoé
en face de Ets VINS D'ITALIE
Ouverture officielle
Mercredi 06 Septembre 2017

contacts
+228 90 02 76 54
22 61 13 02
23 20 89 19
Email: Kiosquetogolais@yahoo.com

www.biosquedesproduitstogolais.com (en construction)

PARTENAIRES STRATÉGIQUES
ORA.COM & Les Médias du TOGO

Pour mieux rapprocher "LE MADE IN TOGO" des Consommateurs

LE KIOSQUE DES PRODUITS TOGOLAIS

55 PRODUCTEURS FORMÉS AUX TECHNIQUES DE TRANSFORMATION ET DE CONSERVATION DES TOMATES

Développement à la Base



Renforcer les capacités techniques des producteurs sur la transformation des tomates et la mise en valeur du surplus de production, tel a été l'objectif de la formation de cinq (05) jours initiée par le Ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes au profit des groupements et jeunes agriculteurs des préfectures des Lacs, Bas-mono et Vo. La formation qui s'est soldée le 23 septembre dernier, à Vogon, par une séance de remise d'attestation de participation a essentiellement porté sur les techniques de transformation et de conservation des tomates. Cette séance a été présidée par le Directeur de Cabinet du Ministère de Développement de à la Base, Yawotse

VOVOR

En effet, la transformation et la conservation des tomates « bio » est un projet pilote de renforcement des capacités techniques des groupements qui vise la valorisation des surplus produits. Ces techniques, selon les experts, formateurs venus de l'Ecole Supérieure des Techniques Biologiques et Alimentaire (ESTBA) de l'Université de Lomé, permettront aux paysans de conserver pendant deux (2) ans au moins leurs produits. C'est également une idée du gouvernement pour faire face aux pertes que subissent les producteurs de tomates parfois obligés de jeter leurs productions par manque de moyens de conservation. Le gouvernement veut leur permettre

d'accroître leurs revenus et les aider à pouvoir rembourser les crédits contractés auprès des institutions de micro finance de la place.

Le projet est exécuté conjointement par le ministère du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes et les institutions dépendant de son ressort notamment l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), le Fonds National de la Finance Inclusive (FNI), le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ) et le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB). Il est financé à hauteur de huit millions six cent trente-neuf mille neuf cent vingt-cinq (8 639 925) FCFA.

A. T.

Pour le plein épanouissement des couches sociales vulnérables

339 JMV DE L'ONG UNITED WE STAND ENVOYÉS EN MISSION



339 volontaires recrutés par "l'ONG United We Stand" entendu "union fait la force" ont été formés ce lundi 25 Septembre à Blue zone Cavaveli à Lomé sur les valeurs du volontariat et le contenu de leur mission. A quelques jours du début de leur mission, ces volontaires ont été réunis pour avoir les dernières notions pour le bon déroulement de leur mission. Le thème retenu pour la rencontre est JNV 2017, "Jeune Volontaire pour une Nouvelle Vision".

Les volontaires ont été formés pour accompagner l'ONG dans ses activités. Dans sa mission, l'ONG œuvre pour le plein épanouissement des personnes vulnérables et la promotion du volontariat. La rencontre a consisté à outiller les volontaires sur les objectifs de l'ONG et le rôle qu'ils joueront lorsqu'ils seront sur le terrain. "C'est pour contribuer à l'épanouissement des couches vulnérables, un volontaire dans la vie d'une couche vulnérable ça lui donne espoir" explique M. KATAKAGNOU Bawou Aliou, responsable de l'ONG.

Au cours de cette formation, les JMV ont été entretenus sur de différentes thématiques à savoir les enjeux et les défis sociaux ; les personnes vulnérables ; le volontariat, une solution pour les maux sociaux et des conseils pour réussir l'engagement volontaire. « La communication que nous avons animée vise d'abord à préparer ces jeunes à aller sur le terrain. L'objectif est de leur donner les outils nécessaires pour mieux réussir leur mission sur le terrain. L'objectif est également de faire comprendre aux volontaires le quotidien de ces personnes vulnérables parce qu'ils seront appelés à défendre leur cause et faire en sorte que leur quotidien puisse changer », a indiqué Luc AGBETOHO, consultant formateur.

A la fin de la formation, ces jeunes volontaires s'estimaient heureux d'avoir reçu les instructions nécessaires pour la réussite de leur mission. Plusieurs ont affirmé être prêts pour aller sur le terrain. En luttant pour l'épanouissement des

couches sociales, l'ONG qui fait aussi la promotion du volontariat voudrait à travers ses activités permettre aux volontaires d'acquérir des expériences sur le terrain. « Ces volontaires qui sont avec nous c'est des diplômés sans emploi, alors nous les occupons. Ils vont acquérir de l'expérience sur le plan professionnel et social, ça leur permettra de s'insérer dans la vie active. Et en plus de cela nous souhaitons qu'ils puissent aussi devenir des entrepreneurs », a ajouté le responsable de l'ONG.

C'est la première vague de l'initiative JNV 2017, Jeune Volontaire pour une Nouvelle Vision. Ces 339 JMV vont au cours d'une durée de 3 mois mener des actions en faveur des personnes en situation de handicap, les personnes du 3ème âge, les orphelins, les veuves et les veufs. L'ONG recrute actuellement d'autres volontaires qui sont des enseignants pour le projet « éducation rapprochée ».

KY.

Rencontre de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé à Lomé LE BUDGET ET PROGRAMME 2018 VALIDÉS



les experts de la santé des pays ouest africains se sont réunis à Lomé du lundi 25 jusqu'au 27 septembre en vue de définir les actions prioritaires et les voies et moyens pour mobiliser les ressources financières afin de lutter plus efficacement contre les épidémies, les maladies non transmissibles, mieux planifier les campagnes de vaccination, la réforme hospitalière et le renforcement de capacités du personnel de santé à l'échelle régionale, La raréfaction des financements est l'un des principaux défis auxquels doit faire face l'OOAS. La sous-région ouest africaine est pourtant en proie ces derniers mois à la résurgence d'épidémies telles la dengue au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire et le choléra en Sierra-Léone et au Niger. A Lomé, le Plan Stratégique 2016-2020, élaboré sur la base de la circulaire budgétaire de la CEDEAO et le Budget Programme 2018, seront donc peaufinés.

Il faut relever qu'à l'initiative 15 Chefs d'Etat de l'espace CEDEAO, que l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) a été créée en 1987. Elle a pour objectif d'offrir le niveau le plus élevé en matière de prestation de soins de santé aux populations de la sous-région, sur la base de l'harmonisation et de la coordination des politiques des États Membres ainsi que de la mise en commun des ressources.

La rédaction

FLUCTUATIONS DES PRIX DES PRODUITS PETROLIERS, LE TOGO BAISSÉ LE PRIX A LA POMPE DE 26 F

Depuis le mardi 26 septembre à zéro heure, les prix des produits pétroliers à la pompe ont subi une baisse a-t-on appris d'un communiqué conjoint des ministres du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, de l'Economie et des Finances ainsi celui des Mines et de l'Energie.

Cette décision, de réduire le prix du carburant de 26 F CFA par rapport aux prix actuellement précédemment pratiqués à la pompe, est prise sur proposition du Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers conformément au mécanisme d'ajustement automatique des prix des produits pétroliers.



Ainsi, les prix des produits pétroliers seront fixés à la pompe comme suit : Super sans plomb : 498 FCFA, Pétrole lampant : 445 FCFA, Gas-Oil : 500 FCFA, Mélange deux temps : 599 FCFA.

Le prix du Gaz butane 12,5 et 6 Kg reste inchangé.

La Rédaction



Journée Mondiale du Tourisme 2017 LE MINISTRE IHOU DU TOURISME APPELLE AU RESPECT DES PRINCIPES DU CODE MONDIAL



diplomatie active dont les retombées sont déjà perceptibles sur la croissance du tourisme. « En témoignent, la récente tenue à Lomé du sommet de l'UA sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, la session ordinaire du Comité Technique Spécialisé de l'UA sur le transport, les infrastructures, l'énergie et le tourisme et le 16ème forum de l'AGOA. Notre pays se prépare à accueillir le sommet de la francophonie en novembre prochain » a poursuivi le Ministre IHOU dans son message.

Le gouvernement s'est donc résolument engagé à faire du tourisme une véritable industrie qui contribue au développement durable du pays. Au regard de la variété des potentialités, les grands axes de développement du tourisme au Togo s'articulent autour du tourisme culturel, de l'écotourisme, du tourisme d'affaires et de congrès et de plus en plus du tourisme balnéaire dans la dynamique du développement et de la promotion de l'économie bleue.

En effet, la Journée Mondiale du Tourisme a été instituée en 1979 par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) pour sensibiliser la communauté internationale sur l'évolution des activités liées à l'exploitation et à la pratique du tourisme et sa contribution au développement économique, social et culturel de l'humanité.

A T

Le Togo, à l'instar des autres Etats membres de l'Organisation Mondiale du Tourisme, commémore ce 27 septembre, la 38ème édition de la Journée Mondiale du Tourisme (JMT). A cette occasion le Dr IHOU Gabriel Ministre du Tourisme a saisi cette occasion pour appeler les acteurs du développement et de la promotion du tourisme togolais au respect et à la mise en application de ces principes de tourisme durable universellement reconnus.

« Le tourisme s'il est bien géré, peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, plus particulièrement à la croissance économique inclusive, à la cohésion sociale ainsi qu'à la protection des ressources naturelles et culturelles » a-t-il indiqué dans

son message publié le mercredi 27 septembre 2017.

En 2015, le Togo a accueilli 303.000 touristes pour 26 milliards de francs CFA de recettes hôtelières ; le cumul des emplois dans le sous-secteur hôtelier est de 4500. En 2016, on a enregistré 425.000 touristes avec 36 milliards de francs CFA de recettes hôtelières avec le chiffre de emplois qui est passé à 5000 au cours de la même année. Ces chiffres commencent par rassurer et traduisent une reprise effective des activités du tourisme togolais.

Pour conforter cet élan, le gouvernement s'attelle à renforcer le cadre institutionnel du secteur avec la création du ministère à compétences plus resserrées pour plus d'efficacité et à promouvoir une

LE TOGO PRESENTE SES POTENTIALITES TOURISTIQUES AU SALON IFTM TOP RESA

La 39ème édition du salon international de l'industrie du Tourisme, IFTM Top Resa, a ouvert ses portes à la Porte de Versailles à Paris le 26 septembre 2017 sous le signe de l'innovation et de la nouveauté.

Ce salon qui regroupe annuellement les fabricants de voyages touristiques, les compagnies aériennes, les croisiéristes, les agences de voyages salon, a été inauguré par le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie et des Finances Monsieur Benjamin GRIVEAU.

Le TOGO, comme pour les éditions précédentes, présente à ce grand rendez-vous mondial ses potentialités touristiques notamment les sites naturels, culturels, archéologiques, historiques de même que la richesse de son art culinaire. Cette participation est rehaussée par la présence sur le stand du TOGO de Miss Togo 2017 Mlle Cornelia Dédévi ADOMAYAKPO.

Pendant toute la semaine la délégation togolaise à ce salon conduite par le Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie et du Tourisme Victor Tfaraba ATAPA, et comprenant certaines agences de



voyages opérants au Togo, portera très haut auprès des professionnels et du grand public, les atouts et curiosités touristiques du TOGO.

En effet, c'est un lieu idéal pour découvrir les nouveautés, rencontrer de nouveaux clients, et profiter des nombreuses conférences pour tout savoir sur le marché. Depuis 38 ans l'IFTM Top Resa réunit tous les professionnels du secteur. Comme à toutes les autres éditions la 39ème n'a pas manqué d'innover en créant de nouveaux espaces et en faisant évoluer son programme de conférences et d'événements.

De Kassi

Journée mondiale de la paix L'OIF ET LE CLEAD MOBILISENT LES JEUNES POUR LA PAIX ET LA COHESION SOCIALE



Le monde entier a célébré, le 2 septembre dernier, la journée mondiale de la paix. A cette occasion, le Conseil Libre pour l'Education, l'Alphabétisation et le Développement (CLEAD), en collaboration avec le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest (BRAO), de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a organisé, jeudi dernier, une conférence-débat sur la paix à l'endroit des jeunes. Cette conférence-débat s'est déroulée en présence du directeur du BRAO, M. Eric ADJA, de celui du CLEAD, M. D'Almeida Mawuto, et de la responsable de la Maison des jeunes (TV5 monde), Mme Mimi Dossou.

Placé sous le thème « Ensemble pour la paix : respect, dignité et sécurité pour tous », cette journée a été l'occasion pour les conférenciers d'entretenir les jeunes sur l'importance de la paix et de sa préservation par tous les moyens. Il était question pour eux d'inviter la jeunesse qui constitue la relève de demain à renouveler son engagement en faveur de la solidarité mondiale en vue de favoriser la paix.

Dans son intervention, le directeur du BRAO, M. Eric ADJA, s'est appesanti sur trois points. Il a d'abord rappelé les circonstances de l'institution de la journée de la paix par les Nations Unies, les principaux objectifs de l'OIF et enfin les initiatives de celle-ci pour la promotion de la paix dans le monde, notamment l'initiative « libre ensemble » et celle récente dénommée « La paix par un autre chemin ». Cette dernière prône le dialogue interreligieux et interculturel et est une initiative africaine portée par l'ancien médiateur de la République du Bénin, le professeur Albert Tévoedjô.

Il a invité les jeunes à la culture de la paix, du dialogue et de la prévention car, dit-il, « il ne

peut y avoir de développement durable sans paix, ni de paix sans développement durable ». M. Eric ADJA a fait savoir que cette année, la journée de la paix met en évidence l'engagement et la mobilisation d'individus issus des quatre coins du monde en faveur des réfugiés et des migrants. « Ce thème a été choisi pour mettre à l'honneur la campagne ENSEMBLE », une initiative mondiale des Nations Unies qui favorise le respect, la sécurité et la dignité pour toute personne forcée par les circonstances à fuir son domicile ainsi que à la recherche d'une vie meilleure », a-t-il souligné. « Pour favoriser la paix, nous devons la consolider jour après jour dans toutes les sociétés avec la participation de toutes et de tous en vue d'un avenir radieux pour tous », a martelé M. ADJA.

Pour sa part, le directeur du CLEAD, M. D'Almeida Mawuto a exhorté les jeunes ainsi que tous les acteurs soucieux de paix à opter « pour une nouvelle approche globale pour s'attaquer aux causes profondes des conflits, en nous fondant, sur le dialogue et le respect ». Le directeur du CLEAD, s'inscrivant dans la droite ligne de l'UNESCO, invite les jeunes à être au service de la paix par l'éducation, la liberté d'expression, le dialogue interculturel, le respect des droits de l'homme, de la diversité culturelle et de la coopération scientifique.

La directrice de la Maison des jeunes, Mme Mimi Dossou s'est quant à elle réjouie de cette initiative du CLEAD et de l'OIF à l'endroit des jeunes sur la thématique de la paix. Elle a invité les jeunes à s'imprégner des conseils et à œuvrer davantage pour la pérennité de la paix car, dit-elle, la paix n'a pas de prix.

LK

24 Nov. - 11 Déc. 2017

14ème Foire Internationale de LOME

Foire de toutes les opportunités

Thème : Le numérique au service des affaires

CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo
Tél: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg

LA FEMME LA PLUS GROSSE DU MONDE EST DECEDEE

Elle a pesait 500 kg et n'avait pas quitté son domicile depuis 25 ans



L'Égyptienne de 36 ans était atteinte d'éléphantiasis, une pathologie qui cause un gonflement des membres et d'autres parties du corps. Le traitement à l'hôpital d'Abou Dhabi avait permis de faire perdre 323 kilos à Eman Ahmed Abd El At.

Cette Égyptienne considérée comme la femme «la plus grosse du monde», ayant pesé jusqu'à 500 kilos, est décédée le lundi 25 septembre dernier selon l'hôpital d'Abou Dhabi où elle était soignée. Malgré tous les efforts des médecins, la malheureuse est

morte des suites d'une faiblesse cardiaque combinée à une insuffisance rénale.

La patiente était soignée par une équipe de plus de 20 médecins depuis son arrivée en mai aux Emirats arabes unis en provenance d'Inde, a indiqué le Burjeel Hospital dans un communiqué. Eman Ahmed Abd El Aty pesait près d'une demi-tonne lors de son arrivée à Bombay en février en raison de son éléphantiasis, une pathologie qui provoque un gonflement des membres et d'autres parties du corps. Grâce à un régime alimentaire liquide et une chirurgie bariatrique, elle avait perdu 323 kilos entre mars et mai.

Son histoire a fait le tour du monde. L'histoire de cette femme d'Alexandrie qui n'avait pas pu sortir de chez elle depuis 25 ans avait fait le tour du monde et ému un chirurgien indien qui avait proposé à l'automne de l'opérer. En raison de son poids, Mme Abd El Aty avait eu une attaque et souffrait de diabète, d'hypertension et d'insomnie. La détentrice officielle du titre de plus grosse femme du monde est l'Américaine Pauline Potter, pesée en juillet dernier à 293 kilos par le livre Guinness des records.

LES DEPUTES OUGANDAIS EN SONT VENUS AUX MAINS AU PARLEMENT LORS D'UNE SEANCE AUTOUR DE L'AGE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Le Parlement ougandais va débattre de la limite d'âge du président. La motion autorisant un député du parti au pouvoir à préparer et présenter devant l'Assemblée nationale le projet de loi visant à amender la Constitution a été adoptée mercredi 27 septembre. Il est question notamment de supprimer la limite d'âge de 75 ans pour une candidature à la présidence de la République. Si cette limite est supprimée, le président Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986, pourrait se représenter en 2021. La séance parlementaire s'est transformée en pugilat.

Des chaises qui volent, des ceintures qui claquent. C'est une bataille au sens propre du terme qui s'est engagée entre des députés de l'opposition et de la majorité. Des incidents qui ont

lieu après qu'une vingtaine de députés de l'opposition ont refusé de quitter la salle. Des forces de sécurité non identifiées les évacuent par la force. Il s'agit d'une tentative d'intimidation, estime Gilbert Oulanya, député de l'opposition. Mais pour lui, le combat continue. « Nous allons essayer autant que nous le pouvons de protéger la Constitution. A l'instant où nous abandonnons et que nous acceptons de supprimer l'âge limite de la Constitution, je vous le dis: ce pays est mort. A partir du moment où l'on accepte de s'incliner et de se laisser intimider », insiste-t-il.

Après une suspension de séance, le retour au calme et l'essentiel des sièges de l'opposition sont vides. Le député Raphaël Magyezi fait la lecture de sa motion. Une victoire pour la

majorité.

Ce projet de loi émeut l'opposition, mais aussi une partie de la population. Raphaël Magyezi assure qu'il est mal compris. « L'émotion est compréhensible surtout lorsque vous voyez ce que certains collègues en disent. Que cet article 102 a pour objectif de maintenir le président Museveni au pouvoir. Si c'était fait pour le président Museveni, je ne vois pas pourquoi je voudrais aussi abaisser l'âge d'éligibilité, parce qu'en aucune façon le président Museveni ne pourra avoir de nouveau 35 ans », justifie-t-il. Raphaël Magyezi espère être prêt dans deux semaines pour présenter son projet de loi au Parlement.

Source : AFP/RFI

Concert Live Vaudou Game PETER SOLO DE RETOUR A LOME AVEC SA BANDE LYONNAISE



Après trois (03) années de tournée mondiale, les fils du vaudou posent leurs valises à Institut Français de Lomé pour un concert unique. C'est la première fois que Peter Solo et sa bande joue en Afrique de l'Ouest près de 10 ans après sa dernière scène au Centre Culturel Français. Pantalon moult, colliers et colifichets pendant sur son torse nu, Peter Solo, le chanteur vaudou togolais débarque à Lomé avec une grande énergie, entre tradition vaudou et afro funk endiablée.

Natif d'Aneho-Gidji, berceau du peuple Guin au Togo et haut-lieu de la culture vaudou, Peter Solo a intégré à sa musique les chants traditionnels vaudou et un afro-funk 70's. Après avoir initié sa musique et ses valeurs aux cinq musiciens lyonnais qui l'accompagnent, « VAUDOU GAME » est sans aucun doute parvenu à une transe rythmique.

Europe, Afrique, Amérique, Asie, Peter Solo tourne désormais dans le monde entier. Invité dans les studios de FIP, encensé par Télérama, les Inrock's et RFI musique, c'est sans nul doute le concert à ne pas manquer cette fin d'année au Togo ! L'apothéose de cette première visite à sa terre natale se fera à Cotonou.

De sa discographie on peut citer entre autre albums: Vaudou Game : Apiafo, Analog Vodo, Miadome. Le rendez-vous de l'Institut Français de Lomé est donc pris pour le 13 octobre à 19 heures GMT.

Steve Le Noble

BURKINA: UN POSTE DE GENDARMERIE ATTAQUE PRES DE LA FRONTIERE MALIENNE



Un poste de gendarmerie dans l'ouest du Burkina Faso, frontalier au Mali, a été attaqué mercredi soir par des individus armés non identifiés, a annoncé jeudi à l'AFP une autorité locale.

"La brigade territoriale de Toéni (une commune rurale située à 40 kilomètres de la ville de Tougan) a été la cible d'une attaque par des individus armés, non encore identifiés, mercredi soir aux environs de 20H00" locales et GMT, a déclaré cette source sous le couvert de l'anonymat.

"Les éléments de gendarmerie ont riposté dès l'attaque et les échanges de tirs ont duré un bon moment", a-t-elle poursuivi, précisant que les assaillants ont été "repoussés" et qu'il n'y a pas eu de victime.

Une source sécuritaire jointe à

Ouagadougou a confirmé l'attaque "menée par plusieurs hommes venus à bord de motos", et affirmé qu'"aucun blessé n'a pour l'instant été signalé".

Des renforts ont été "dépêchés sur les lieux pour sécuriser la zone et procéder à des recherches", a-t-elle ajouté.

Début septembre, un douanier avait été tué dans la même zone, lors de l'attaque du poste de gendarmerie de Djibasso, localité de l'ouest du Burkina frontalier du Mali.

Mardi, deux gendarmes burkinabé avaient été tués dans l'attaque d'un convoi de ravitaillement de carburant d'une mine d'or à Inata, dans le nord du Burkina Faso, également frontalier du Mali.

Source : AFP

COMMUNICATION & EVENEMENTIELLE

SENAM GROUP

SERVICES HOTESSE

Nous vous accompagnons avec des services de prestations des hôtesses qualifiées.

Nous vous aidons à vous affirmer...

senamgroup@gmail.com

90 23 19 05 | 97 96 99 67 | 92 85 41 85 Lome - TOGO

MUAJ
TOGO
MUTUELLE DES ARTISTES
ET JOURNALISTES DU TOGO

ORACOM

LE «MOI» DE LA

mode

SIX CREATEURS
SUR UN MEME
DEFILE DE MODE
AUTOUR D'UN BUFFET

PRESTATION D'ARTISTES
ORCHESTRE LIVE



ENTREE GRATUITE

sixième édition

07 OCTOBRE 2017 à 19h

TOUS LES PREMIERS
SAMEDIS DU MOIS A OCEANIC

+228 93 45 97 13 / 97 41 27 06/ 90 05 42 02 @ Lemoidelamode

